

Dienst Dienstverlening Zorginstellingen  
Pieter-Jan Miseur  
02-435 6490  
ANM\_NPA@iriscare.brussels

Circulaire à l'attention des secteurs  
Relevant du périmètre "non-marchand"  
de la COCOM.

Bruxelles, le 15 décembre 2022

**Objet : Circulaire relative à la prime 2022 aux travailleurs des secteurs dits "non-marchand".**

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, une enveloppe de 4.968.206,53 € a été réservée , en 2022, pour le paiement d'une prime au bénéfice des travailleurs du secteur non marchand de la Commission communautaire commune.

Ce budget sera distribué sous la forme d'un montant forfaitaire brut, qui dépend de la décision de l'institution sur le passage à l'IFIC.

L'estimation du nombre d'ETP par institution a été réalisée sur la base des justificatifs reçus par Iriscare pour 2021. Ce fichier reprenait, par institution, les périodes d'occupation et le régime de travail des travailleurs concernés.

Le montant brut de la prime non marchand sera de **330 euro brut/ETP** pour les institutions qui passent à l'**IFIC**, un financement de 448,80 EUR/ETP (incluant 36% cotisations patronales) sera versé à l'institution. Le montant brut de la prime non marchand **pour les institutions ne passant pas à l'IFIC est de 1500 euro brut/ETP** et les institutions en question recevront un financement de 2040,00 EUR/ETP (incluant 36% de cotisations patronales).

Il s'agit d'une estimation sur la base des données de 2021 alors que la prime 2022 concerne la période allant du 01/01/2022 au 30/09/2022. Le montant moyen par ETP calculé sur base des données 2021 sera versé en une tranche à l'institution.

Après vérification des pièces justificatives 2022, la Commission communautaire commune procèdera aux éventuelles régularisations. C'est-à-dire à des versements complémentaires pour les institutions dont le nombre de travailleurs a augmenté en 2022 et à des demandes de remboursement du solde non utilisé pour celles ayant moins de travailleurs en 2022.

Pour pouvoir procéder à ces régularisations, vous trouverez, en annexes, une déclaration sur l'honneur et un fichier que nous vous saurions gré de nous renvoyer dûment complétés et signés pour le **31 mars**

**2023 au plus tard, à l'adresse [ANM\\_NPA@iriscare.brussels](mailto:ANM_NPA@iriscare.brussels) avec pour objet : *Le nom de votre organisme + Dossier Prime NM '22***

Iriscare se réserve le droit de récupérer toute ou partie de la prime dans le cas où :

- le dossier justificatif n'est pas introduit à temps (déclaration sur l'honneur, fiches individuelles, fichier Excel)
- l'évaluation de la justification financière est insuffisante
- la subvention n'est pas consacrée aux fins pour lesquelles elle a été accordée
- le bénéficiaire perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

**ATTENTION,** Si les dossiers justificatifs ne sont pas rentrés à la date d'échéance, la Commission communautaire commune ne sera pas en mesure de payer les régularisations.

Afin de bien compléter les documents et de remettre toutes les pièces justificatives demandées, nous vous suggérons de prendre connaissance de ce qui suit.

## **1. Secteurs visés**

Les secteurs sont ceux repris dans le Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune pour les libellés suivant :

- Centres et services personnes handicapées : Centres de jour et hébergement, Habitat accompagné, Centres AVJ;
- Services Sociaux généraux : Aide aux justiciables, Services sociaux;
- Adultes en difficulté : Accueil d'urgence, Asile de nuit, Hébergement d'urgence, Maraude, Travail de rue, Accueil de jour, Maison d'accueil, Guidance à domicile, Housing first;
- Aide aux familles;
- Services santé mentale;
- Aide à domicile;
- Maisons de repos et maisons de repos et de soins;
- Centres de soins de jour;
- Convention de revalidation;
- Maisons de soins psychiatriques;
- Initiatives d'habitation protégée.

## **2. Périmètre des bénéficiaires**

Conformément à la circulaire du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 décembre 2019 relative à l'interprétation du périmètre des travailleurs visé dans le Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, le Protocole d'accord non marchand régional bruxellois prévoit « *que les travailleurs des secteurs concernés par les mesures sont ceux relevant des*

*cadres subventionnés des organismes agréés ainsi que leurs travailleurs hors cadre affectés aux missions en lien avec l'agrément ».*

Pour l'ensemble des secteurs, il faut comprendre par ces termes que cette prime est subventionnée pour autant qu'elle soit octroyée :

- 1) à des travailleurs salariés, sauf dispositions sectorielles contraires de la part du secteur du handicap et des conventions de revalidation ;
- 2) pour des périodes d'activités en lien direct avec des activités soumises à agrément (ou assimilé<sup>1</sup>) dans la législation de la Commission communautaire commune et exclusivement subsidiées par cette dernière;
- 3) au prorata du temps de travail consacré à ces activités .

Les 3 conditions mentionnées ci-dessus sont cumulatives.

Sont toutefois exclues du financement de la mesure (et de tout autre avantage qui découlerait de l'accord non-marchand) :

- 1) les périodes d'activités sous statut d'indépendants, de volontaires, de vacataires et d'étudiants ;
- 2) les périodes d'activités financées par d'autres entités fédérées pour des activités relatives aux dispositifs de leurs propres compétences exclusives.

Néanmoins, des dispositions sectorielles du secteur des conventions de revalidation et du secteur du handicap peuvent prévoir que certains travailleurs sous statut indépendant bénéficient de la prime octroyée.

### **3. Période de référence**

- le montant global de la prime est octroyé pour des prestations effectives ou assimilées, pendant la période de référence qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre de l'année considérée.
- Pour les travailleurs à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant la totalité de la période de référence, le montant des primes est calculé au prorata de leurs prestations.
- Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée. Une prestation mensuelle incomplète est calculée au prorata du nombre de jours prestés durant le mois.

### **4. Pièces justificatives**

Les pièces justificatives doivent être rendues sous les formes et selon les modalités suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur (modèle à utiliser fourni par la Commission communautaire commune) complétée et signée
- Une fiche individuelle de prestations par personne physique numérotée relative au mois de décembre (avec la prime de fin d'année) ou janvier (sur la fiche de paie du mois

---

<sup>1</sup> Pour ce qui concerne les centres liés par une convention de rééducation fonctionnelle conclue avec Iriscare (voy. l'ordonnance du 21 décembre 2018 relative aux organismes assureurs bruxellois dans le domaine des soins de santé et de l'aide aux personnes, art. 27, alinéa 3).



correspondant), selon le choix effectué au sein de votre commission paritaire, **avec mention spécifique permettant d'identifier le montant versé pour la prime non-marchand** (n'hésitez pas à entourer ou surligner la ligne si possible).

- Un fichier Excel (modèle à utiliser fourni par la Commission communautaire commune) qui doit être complété conformément aux instructions prévues dans le manuel d'utilisation mis à votre disposition par la Commission communautaire commune.

Si vous avez d'éventuelles questions sur le contrôle de la prime non-marchand 2022 ou sur une étape de la procédure, vous pouvez nous envoyer un email à l'adresse suivante :  
[ANM\\_NPA@iriscare.brussels](mailto:ANM_NPA@iriscare.brussels).

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de notre parfaite considération.

Tania DEKENS

Fonctionnaire Dirigeant

Dienst Dienstverlening Zorginstellingen

👤 Pieter-Jan Miseur

📞 02-435 6490

✉️ @ANM\_NPA@iriscare.brussels

Omzendbrief ter attentie van de sectoren die vallen onder de perimeter "non-profit" van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Brussel, 15 december 2022

**Betreft: Omzendbrief betreffende de premie 2022 voor de werknemers van de zogenaamde "non-profitsectoren"**

Geachte vrouw, geachte heer,

In het kader van het protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt in 2022 in een enveloppe van 4.968.206,53 € voorzien voor de betaling van een premie voor de werknemers van de non-profitsector van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Dit budget wordt verdeeld in de vorm van een vast brutobedrag per VTE bedoeld om de eindejaarspremie te versterken via het forfaitaire gedeelte van deze premie (om de lagere lonen te begunstigen).

Het bruto bedrag van de non-profit premie zal 330 EUR/VTE zijn voor de instellingen die overgaan op de IFIC barema's, ofwel een bedrag van 448,80 EUR aan de instelling (inclusief 36% patronale bijdrage). Het bedrag voor de instellingen die niet op de IFIC barema's overstappen zal 1500 EUR per werknemer zijn, ofwel een bedrag van 2040 EUR/ETP voor de instelling (inclusief 36% patronale bijdrage).

Het gaat om een schatting op basis van de gegevens van 2021, terwijl de premie voor 2022 betrekking heeft op de periode van 1 januari 2022 tot en met 30 september 2022. Het gemiddelde bedrag per VTE dat is berekend op basis van de gegevens van 2021 zal in een schijf worden uitbetaald aan de instelling.

Na controle van de verantwoordingsstukken van 2022, zal de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie overgaan tot eventuele regularisaties. Dat zijn bijkomende betalingen voor

de instellingen waarvan het aantal werknemers is gestegen in 2022 en aanvragen voor terugbetaling van het ongebruikte saldo voor de instellingen met minder werknemers in 2022.

Om tot deze regularisaties over te gaan vindt u als bijlagen een verklaring op eer en een bestand. Gelieve deze ten laatste op **31 maart 2023** volledig ingevuld en ondertekend terug te sturen naar het adres [ANM\\_NPA@iriscare.brussels](mailto:ANM_NPA@iriscare.brussels) met als voorwerp: **naam van uw instelling + dossier premie NP '22**

Iriscare behoudt zich het recht voor om de premie geheel of gedeeltelijk terug te vorderen:

- als het verantwoordingsdossier niet op tijd is ingediend (verklaring op eer, individuele fiches, Excelbestand)
- als de evaluatie van de financiële wettiging onvoldoende is
- als de subsidie niet is gebruikt voor de doeleinden waarvoor zij is toegekend
- als de begünstigde voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken

**LET OP:** als de verantwoordingsdossiers op de vervaldatum niet zijn ingediend, zal de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de regularisaties niet kunnen uitbetalen.

Om de documenten goed in te vullen en alle gevraagde bewijsstukken in te dienen suggereren wij u kennis te nemen van wat volgt.

## **5. Bedoelde sectoren**

De sectoren zijn deze die in het **protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden vermeld in de volgende bewoordingen:**

- Centra en diensten voor personen met een handicap: Dag- en verblijfscentra, begeleid wonen, ADL-centra;
- Algemene sociale diensten: Justitieel welzijnswerk, sociale diensten;
- Volwassenen in moeilijkheden: Noodopvang, nachtopvang, noodhuisvesting, mobiele bijstand, straathoekwerk, dagopvang, opvangtehuis, thuisbegeleiding, housing first;
- Gezinshulp;
- Diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- Thuishulp;
- Rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen;
- Dagverzorgingscentra;
- Revalidatieovereenkomst;
- Psychiatrische verzorgingstehuizen;
- Initiatieven voor beschermd wonen.

## **6. Perimeter van de rechthebbenden**

Overeenkomstig de omzendbrief van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 december 2019 over de interpretatie van de in het protocolakkoord

2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bedoelde perimeter van de werknemers bepaalt het Brusselse gewestelijke protocolakkoord voor de non-profitsectoren het volgende: "de werknemers van de sectoren waarop de maatregelen betrekking hebben, zijn diegenen die behoren tot de gesubsidieerde kaders van de erkende organisaties alsook hun werknemers "buiten kader" die worden ingezet voor taken in verband met de erkenning".

Hieronder moet worden verstaan dat, voor alle sectoren samen, die premie wordt gesubsidieerd voor zover ze toegekend wordt:

- 4) aan bezoldigde werknemers, behoudens afwijkende sectorale bepalingen in de gehandicaptensector en in de revalidatieovereenkomsten;
- 5) voor activiteitenperiodes in direct verband met activiteiten die aan een erkenning onderworpen zijn (of gelijkgesteld<sup>2</sup>) in de wetgeving van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en die uitsluitend door deze gesubsidieerd worden;
- 6) naar rato van de werktijd die aan deze activiteiten wordt besteed.

De 3 bovengenoemde voorwaarden zijn cumulatief.

Zijn evenwel van de financiering van de maatregel (en elk ander mogelijk voordeel dat uit het non-profitakkoord zou voortvloeien) uitgesloten:

- 3) activiteitenperiodes als zelfstandige, vrijwilliger, hulppersonnel en student;
- 4) door andere deelentiteiten gefinancierde activiteitenperiodes voor activiteiten die betrekking hebben op de maatregelen die onder hun eigen exclusieve bevoegdheden vallen.

Sectorale bepalingen van de sector van de revalidatieovereenkomsten en de gehandicaptensector kunnen er echter toe leiden dat bepaalde zelfstandigen de premie toch kunnen ontvangen.

## **7. Referentieperiode**

- Het globaal bedrag van de premie wordt toegekend voor effectieve of gelijkgestelde prestaties tijdens de referentieperiode die van 1 januari tot 30 september van het desbetreffende jaar loopt.
- Voor deeltijdse werknemers of werknemers die niet hebben gewerkt gedurende de totale referentieperiode, wordt het bedrag van de premie berekend naar rato van hun prestaties.
- Iedere gepresterde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de toegekende vergoeding. Een volledige menselijke prestatie wordt berekend naar rato van het aantal gedurende deze maand gepresterde dagen.

## **8. Verantwoordingsstukken**

De verantwoordingsstukken moeten worden geleverd in de volgende vorm en in overeenstemming met de volgende regels:

---

<sup>2</sup> Wat de centra betreft die gebonden zijn door een revalidatie-overeenkomst gesloten met Iris care (zie de ordonnantie van 21 december 2018 betreffende de Brusselse verzekeringsinstellingen in het domein van de gezondheidszorg en de hulp aan personen, art. 7, derde lid).

- een volledig ingevulde en getekende verklaring op eer (te gebruiken model verstrekt door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie);
- een genummerde individuele prestatiefiche per natuurlijke persoon voor de maand december (met de eindejaarspremie) of januari (op de loonfiche van de overeenkomstige maand), volgens de keuze die binnen uw paritair comité is gemaakt, **met een specifieke vermelding die het mogelijk maakt het bedrag gestort voor de non-profitpremie te identificeren** (omcirkel of onderstreep de regel indien mogelijk);
- een Excelbestand (te gebruiken model verstrekt door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) dat moet ingevuld worden overeenkomstig de instructies opgenomen in de handleiding die de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot uw beschikking stelt.

Mocht u nog vragen hebben over de controle van de non-profit premie 2022 of over een stap van de procedure, e-mail ons dan op het adres: [ANM\\_NPA@iriscare.brussels](mailto:ANM_NPA@iriscare.brussels).

Hoogachtend,

Tania Dekens  
Leidend ambtenaar

